



**HAL**  
open science

# Le libéralisme économique des Lumières, conservatismes et évolutions

Marc Marti

► **To cite this version:**

Marc Marti. Le libéralisme économique des Lumières, conservatismes et évolutions. Carmen Vázquez. Goya, images de son temps, de l'Espagne des Lumières à l'Espagne libérale, Université d'Amiens, pp.47-60, 2005. halshs-00605050

**HAL Id: halshs-00605050**

**<https://shs.hal.science/halshs-00605050>**

Submitted on 30 Jun 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## « Le libéralisme économique des Lumières, conservatismes et évolutions »

Marc MARTI, CIRCPLES EA3159, Université de Nice-Sophia Antipolis

« *Toute la politique part d'un grain de blé* »<sup>1</sup>

Revenir sur la période des Lumières pour évoquer le libéralisme économique espagnol, c'est essayer de comprendre tout à la fois l'élan réformateur qu'a supposé la *Ilustración* mais aussi les résistances qu'il a engendré.

Il conviendra d'analyser les conditions initiales en examinant les mécanismes économiques et sociaux de l'Ancien Régime et leur évolution face à la poussée démographique séculaire. Celle-ci va mettre en relief les limites de production de l'agriculture et renforcer les mécanismes de monopole dont jouissaient les classes privilégiées.

Face à cette situation, les dirigeants éclairés vont avancer des solutions inspirées du libéralisme économique naissant. Le cas de la suppression de la taxe du blé constitue une référence en la matière. Cette mesure, largement inspirée des physiocrates, va aboutir à un échec qui est révélateur de la portée véritable des réformes entreprises à cette époque et de leur accueil dans le pays.

### 1. Les conditions initiales

En amont de la pensée libérale et pour comprendre les réformes, il est indispensable d'analyser la conjoncture démographique qui va exercer une pression croissante sur les limites de la productivité agricole.

#### 1.1. La hausse de la population

La période se caractérise par une augmentation de la population, phénomène qui s'explique par une conjoncture favorable. La fin des grandes guerres européennes, l'opportunité de conquérir des espaces agricoles encore vierges, conjuguées à la reprise économique (à la fois cause et conséquence)

---

<sup>1</sup>Victor de Mirabeau, cité par Pierre Rosanvallon, *Le libéralisme économique, Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1979, p. 50.

favorisent la croissance démographique tout au long du XVIIIe siècle. Biologiquement, c'est encore comme aux époques précédentes la hausse des naissances et non la baisse de la mortalité qui explique le phénomène<sup>2</sup>. La population s'accroît donc naturellement, avant les progrès de la médecine et de l'hygiène, bien que sur la côte méditerranéenne la fin des pestes eut sans nul doute de l'influence. C'est toujours à un régime démographique d'ancien type auquel nous avons affaire, régime qui finit toujours par être globalement excédentaire, grâce aux variations de taux de nuptialité et de fécondité, et ce, malgré les hausses brusques des décès enregistrées localement. Selon les chiffres des recensements de l'époque, en données corrigées par les historiens, l'Espagne serait passée de 7,5 millions d'habitants en 1700 à 9,8 millions à la moitié du siècle pour atteindre les 12 millions en 1808<sup>3</sup>. Malgré tout, elle restait un des pays européens les moins peuplés.

L'augmentation de la population se fait aussi de façon inégale : la périphérie croît bien plus vite que l'intérieur. Par ailleurs, les régions centrales semblent avoir progressé plutôt durant la première partie du XVIIIe. La forte hausse de la périphérie s'explique à la fois par le niveau initial très bas et les espaces vierges à occuper. Le XVIIIe constitue cependant un tournant dans l'histoire de la démographie espagnole : pour la première fois, la périphérie prend le dessus sur le centre, un essor démographique qui doit autant à la croissance biologique qu'aux migrations internes. Les périphéries, dont Barcelone est l'éclatant exemple de réussite économique, vont drainer de plus en plus d'hommes vers elles<sup>4</sup>.

Cet essor démographique va entraîner une croissance agricole sans précédent, mais aussi mettre en relief les limites socio-économiques du système de production d'Ancien Régime.

---

<sup>2</sup>Pérez Moreda, Vicente, *Las crisis de mortalidad en la España interior. Siglos XVI-XIX*, Madrid, 1981, p. 53.

<sup>3</sup>Voir Marti, Marc, *Ville et campagne dans l'Espagne des Lumières (1746-1808)*, Saint Étienne, Publications de l'Université de Saint Étienne, Cahiers du Grias, 1997, p 21 sq.

<sup>4</sup>Voir Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne Moderne*, SEVPEN, 1962.

## 1.2. Une agriculture bloquée

Face à l'essor démographique, l'agriculture espagnole va produire plus. Les prix des produits vont augmenter et elle générera de plus gros bénéfices. À la fin du XVIIIe, c'est la trilogie méditerranéenne céréales, vin, huile d'olive qui la caractérise le mieux. Selon le *Censo de frutos y manufacturas* de 1799, elle représentait quasiment 87% de la valeur de la production agricole. C'est assurément une agriculture d'autosubsistance bien que certaines régions soient déjà spécialisées dans les cultures d'exportation. Les céréales représentaient 67,24% de la valeur du total de la production et la part du blé était élevée. Celui-ci occupait environ entre 35% et 40% de la superficie agricole cultivée (en tenant compte des assolements)<sup>5</sup>. Les surfaces consacrées au blé progressèrent surtout à la fin du siècle, au détriment de l'élevage et de la vigne comme le démontrent les différentes études régionales. Ce phénomène illustre parfaitement l'influence directe de l'accroissement démographique sur l'agriculture tout comme son archaïsme. En plus de ce recul des pâturages et vignes en faveur du blé, on assiste aussi à une recrudescence des défrichements. Pour Gonzalo Anes, ils expliquent la hausse de la production dans la seconde partie du siècle. Son étude sur les rendements céréaliers d'une ferme d'Aranjuez montre que ceux-ci n'ont pas progressé au cours du siècle. En plus des plafonds de rendement, on y observe d'importantes irrégularités de l'ordre de 300% ainsi que des baisses importantes en fin de siècle qui corroboreraient les hausses de prix constatées par ailleurs. Les quelques expériences d'extensification restèrent marginales<sup>6</sup>.

Face à la demande croissante, cette extensification agricole révèle les limites techniques du système, mais celles-ci ne sont que l'expression des limites socio-économiques. La structure agraire d'Ancien Régime dominante décapitalisait l'agriculture. Elle ne permettait que cette alternative, qui s'explique parfaitement par les mécanismes d'exploitation de la terre.

---

<sup>5</sup>Marc Marti, *Op. cit.*, p 87.

<sup>6</sup>Pierre Vilar, *Op. cit.*, p. 244, t 2.

## 2. La hausse des prix et ses bénéficiaires

### 2.1. Structures foncières et structures sociales

Les biens de la noblesse, par le système du *mayorazgo* (51,48% des terres cultivables), ainsi que les biens ecclésiastiques par la mainmorte —*manos muertas* (16,52% des terres)— étaient, comme au siècle précédent, inaliénables et ne participaient donc pas au marché de la terre. Celui-ci ne concernait que les biens de mainvive —*manos vivas* (32% des terres)—<sup>7</sup>. L'endettement des paysans tout au long du siècle fit croître la propriété inaliénable et surtout les grands domaines.

Cette situation, par la restriction de l'offre de terre cultivable disponible à l'achat (mainvives 32%), aggrava la hausse des prix de la terre et des loyers. Les lois sur les biens inaliénables consacraient cette situation. Par ailleurs, la répartition de la propriété du sol ne rend qu'imparfaitement compte de la réalité. Toutes les études locales le confirment, les terres de *mayorazgo* ou de *manos muertas* étaient toujours de meilleure qualité que celles de *manos vivas*. Ce qui veut dire que si les états privilégiés, qui ne représentaient qu'environ 6% de la population (noblesse 4%, clergé 2%) et possédaient 68% de la terre, en terme de richesse —valeur de la terre détenue—, leur part était bien plus importante<sup>8</sup>.

L'organisation sociale agricole découlant de cette situation se caractérisait par une nette prédominance des fermiers et des journaliers. Parmi la population active agricole, qui représentait les deux tiers de la population active totale, seul environ un cinquième des paysans étaient propriétaires de la terre qu'ils cultivaient. Et encore convient-il de nuancer : dans la plupart des cas, les laboureurs-propriétaires ne possédaient que de minuscules parcelles, qui ne leur

---

<sup>7</sup>Pour tout ce qui suit, voir Marc Marti, *Op. cit.*, pp 95-98.

<sup>8</sup>Sans entrer dans les détails, ce sont les chiffres bruts du *censo* de Godoy de 1797. Ils sont donnés par Plaza Prieto, *Estructura económica de España en el siglo XVIII*, Madrid, CECA, 1976, p 155 sq. Il convient de remarquer cependant que les chiffres pour la noblesse peuvent être sujets à caution. En effet, le *censo* de Godoy a compté absolument toute la population de Guipúzcoa dans la noblesse ainsi que la moitié de celle de Viscaye. En fait en termes économiques —en prenant comme base la *hidalguía* à cinquante mille réaux—, la noblesse représentait certainement moins de 3% de la population.

permettaient de vivre qu'à grand peine en s'employant à d'autres occupations, parfois même en travaillant comme salariés une partie de l'année<sup>9</sup>.

Globalement donc, c'est un régime d'exploitation de la terre de type indirect qui domine. Un système qui en fait canalise les bénéfices générés par la conjoncture favorable vers les grands propriétaires, les percepteurs de rentes, de dîmes et de droits seigneuriaux.

## 2.2. Les mécanismes d'exploitation: loyers et monopoles

Dans une période d'essor démographique, l'exploitation indirecte de la terre va concentrer les bénéfices aux mains de quelques-uns, généralement une élite urbaine composées de nobles, d'ecclésiastiques ou de riches bourgeois. Sur ce point, deux mécanismes sont observables.

D'abord l'augmentation de la demande de terres. Les propriétaires la répercutèrent immédiatement en augmentant les fermages et les loyers des terres qu'ils louaient. Ils purent le faire d'autant plus commodément que seulement 32% des terres sur le marché pouvaient être achetées ou vendues. Par ailleurs, pour augmenter encore les bénéfices, beaucoup fragmentèrent leurs possessions entre un nombre toujours plus important de paysans<sup>10</sup>. Un dernier artifice consistait à réduire la durée des contrats de location, afin de faire monter plus encore les prix des loyers sous la pression de la demande, constamment à la hausse. Les choses s'aggravèrent encore dans les grandes propriétés où la sous-location était monnaie courante, bénéficiant à la fois au propriétaire et à l'administrateur général, qui vivait uniquement du produit de sa position d'intermédiaire.

Ensuite, vers la fin du siècle, lorsque le prix des produits agricoles s'éleva très fortement, la majorité des contrats furent payés en nature (vin ou blé). Les percepteurs de loyers, pouvaient ainsi rapidement se retrouver en situation de quasi-monopole quant à la commercialisation, comme le démontrent grand

---

<sup>9</sup>Domínguez Ortiz, *La sociedad española en el siglo XVIII*, Madrid, CSIC, 1955, p. 257.

<sup>10</sup>Alonso Castroviejo, « La tierra a mediados del siglo XVIII »; « La renta de la tierra 1700-1833 » in *Historia de la ciudad de Logroño, Edad moderna*, coordinador J.L. Gómez Urdáñez, Logroño, 1995, t IV, pp. 177-192 et pp. 239-245.

nombre d'études régionales portant sur le blé ou sur le vin<sup>11</sup>. Selon Gonzalo Anes, à l'échelle nationale, les percepteurs de droits seigneuriaux, de rentes et de dîmes, commercialisaient 90% du volume de blé disponible sur le marché<sup>12</sup>.

Les états privilégiés réalisaient donc des profits bien plus grands que ceux que ne pouvait le laisser espérer la structure de la propriété, car c'étaient eux, en dernier ressort, qui assuraient la commercialisation des produits agricoles, en spéculant éventuellement —grâce à leur capacité de stockage— sur les fluctuations mensuelles du marché<sup>13</sup>.

La majorité des grands propriétaires, les seuls par qui aurait pu arriver la révolution technique, persistèrent dans leur attitude passéiste et peu dynamique. L'absence d'investissements est, dans la plupart des cas, due à la durée excessive du probable amortissement. Pour les états privilégiés, le profit à court terme qu'engendrait la hausse des loyers de la terre et des denrées agricoles ne motivait pas non plus de tels investissements. Les petits exploitants —écrasés par les loyers et les différents impôts— ne disposaient pas de capitaux, ni d'informations suffisantes pour pouvoir être les animateurs d'une hypothétique révolution agricole.

Cette rigidité de la production agricole était compensée par des mécanismes législatifs qui étaient censés atténuer les fluctuations de prix et assurer une subsistance à tous.

### 2.3. Les mécanismes régulateurs d'Ancien Régime

Le prix du blé et sa disponibilité étaient la première des préoccupations. Les autorités étaient obligées, même aux époques favorables, d'organiser avec soin l'approvisionnement de leur ville. L'achat de blé tenait une place essentielle. C'était l'institution du *Pósito* qui remplissait cette tâche, réalisant des achats de grains assez volumineux. Aux cours des mauvaises années, le *Pósito* essayait de

---

<sup>11</sup>Voir le cas analysé par Alonso Castroviejo, art. cit, p 177 sq.

<sup>12</sup>Gonzalo Anes, *Las crisis agrarias en la España moderna*, Madrid, Taurus, 1970, p. 301.

<sup>13</sup>Alonso Castroviejo, Jesús Javier, art. cit. Voir aussi Giménez Lopez, Enrique, *Alicante en el siglo XVIII, economía de una ciudad portuaria en el Antiguo Régimen*, Valencia, Institució Alfons el Magnanim, 1981, p. 116. En analysant les estimations d'une enquête réalisée en 1756, il fait la même remarque pour Alicante, productrice de vin comme Logroño.

maintenir le prix du pain à un niveau acceptable pour le consommateur, soit en vendant à perte, soit en commercialisant de grosses quantités afin de faire baisser les prix du marché. Cette institution avait un but « humanitaire » : elle permettait d'éviter d'importantes pertes humaines lors des crises de subsistance. Par ailleurs, elle avait aussi un rôle social préventif : les hausses de prix du pain pouvaient entraîner des émeutes très dangereuses pour la sécurité publique. Le système de régulation du *Pósito* s'insérait donc parfaitement dans le schéma d'exploitation économique d'Ancien Régime, en essayant de donner un minimum vital aux plus pauvres et en assurant par conséquent la tranquillité publique.

Complétant le système d'approvisionnement des *Pósitos*, la taxe ou prix maximum des grains, valable les mauvaises années, même si elle n'était pas toujours respectée, était une contrainte de plus en faveur des classes populaires. Les débats qui eurent lieu durant la période des Lumières, à propos de sa suppression ou de son maintien, révèlent la mutation qui était en train de s'accomplir ou plutôt que désiraient accomplir les dirigeants du pays.

### **3. La réforme économique : le premier libéralisme**

#### **3.1. La taxe sur le blé, garantie législative d'Ancien Régime**

La doctrine de la taxe se rattache à la justice commutative thomiste et plus particulièrement au concept de *juste prix*<sup>14</sup>. C'est d'ailleurs cette expression qui est employée dans le texte de 1699 qui la définit, personne ne pouvait vendre ou acheter si ce n'est à «des prix *justes* et modérés<sup>15</sup>».

Elle permettait d'abord de réduire relativement les oscillations du prix du pain durant les années de mauvaise récolte, mais aussi d'atténuer les importantes variations saisonnières. Lorsqu'on sait que les dépenses pour cette denrée représentaient 60% à 80% du salaire d'un ouvrier, on mesure combien la stabilité des prix était importante pour les classes populaires. Celles-ci ne manquaient d'ailleurs pas de le rappeler au souverain au cours des émeutes de subsistances, qui étaient toujours en étroite relation avec les mauvaises récoltes.

---

<sup>14</sup>Pour la définition du juste prix, voir Joseph Lajugie, *Les doctrines économiques*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je ?, 1950, p. 8.

<sup>15</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 340.



Revendications et critiques étaient toujours dirigées vers la même cible; pour les émeutiers, le pouvoir était responsable de la baisse et de la hausse des prix. Les autorités urbaines ou gouvernementales essayaient d'éviter au maximum ce type de désordre, en assurant une distribution des grains régulière à des prix acceptables par le peuple à travers les *Pósitos* et la taxation. On maintenait ainsi l'ordre public en enlevant à la population un de ses principaux motifs d'agitation.

Par ailleurs, la signification symbolique était très forte, à la fois religieuse et sociale. Le monarque assurait le pain quotidien de ses sujets, à l'image de Dieu. C'est un système de pouvoir paternaliste qui s'appuie sur cette institution de la taxe. L'émeute de subsistances avait un caractère « conservateur », comme le rappelle Georges Rudé. Le Roi est un père omnipotent ; on fait appel à sa bienveillance, à sa justice, à son aide lorsque les prix flambent ou que sont prises des initiatives nouvelles allant à l'encontre du droit et des pratiques « traditionnels »<sup>16</sup>. Mais par son caractère populaire, l'émeute faisait peur aux autorités. Elle était perçue comme un trouble important de l'ordre public, mais aussi de l'ordre social. Lorsque le peuple réclamait du pain, il n'hésitait pas à s'en prendre directement aux représentations de l'autorité : *alcaldes*, gouverneurs, bâtiments publics, armoiries du seigneur<sup>17</sup>.

Ces interventions directes sur l'offre et sur les prix avaient cependant quelques conséquences néfastes sur les marchés<sup>18</sup>. Le producteur de grains pouvait perdre une grande partie de son bénéfice et préférait souvent utiliser la terre pour des cultures non taxées, donc plus rentables. La taxe n'encourageait pas la culture du blé ni son commerce.

Symbole par excellence de l'interventionnisme, ennemi historique du libéralisme, la taxe contrariait aussi peut-être les intérêts économiques d'un

---

<sup>16</sup>Rudé Georges, *Protesta popular y revolución en el siglo XVIII*, Barcelona, Ariel, 1978, p. 22.

<sup>17</sup>Palop Ramos, *Hambre y lucha antifeudal, las crisis de subsistencia en Valencia, siglo XVIII*, Madrid, siglo XXI, 1977. Dans la région de Valence, les émeutes de subsistance prirent à Carthagène, à Elche, à Crebillente etc. une tournure clairement antiféodale et l'on s'en prit violemment aux autorités municipales et représentants du seigneur.

<sup>18</sup>Concepción de Castro, *El pan de Madrid, el abasto de las ciudades españolas del Antiguo Régimen*, Madrid, Alianza Universidad, 1987, p. 59.

puissant groupe de marchands barcelonais dont le représentant le plus connu était le hollandais Gray Winckel, conseiller du roi<sup>19</sup>. Celui-ci présenta un mémoire devant la Junta General de Comercio le 27 septembre 1761 en faveur du libre commerce, fondant ses arguments sur sa propre expérience de marchand et les premiers textes physiocratiques. Treize ans avant Turgot, les élites éclairées espagnoles montraient leur originalité en matière économique. Campomanes étudia la question et se prononça en faveur de l'abolition, pensant que le libre commerce s'instaurerait pour le plus grand bénéfice de tous<sup>20</sup>.

### 3.2. La suppression de la taxe et ses conséquences

Le libre commerce des grains fut officiellement proclamé dans la Pragmatique du 11 juillet 1765 et l'exportation hors des frontières d'Espagne autorisée. Les motivations idéologiques semblaient claires. On voulait essayer de mettre en pratique les concepts physiocratiques et pré-libéraux de prix naturel et de libre circulation, définis par Quesnay dans le *Tableau économique*. Les espoirs placés dans le modèle du marché libre étaient grands. Les dirigeants pensaient que la suppression de la taxe sur le prix des grains ferait croître la production et la productivité agricole, en améliorant la condition des agriculteurs. De plus, elle encouragerait le développement du commerce, en créant des réseaux d'approvisionnement plus sûrs, et à la longue plus avantageux pour le consommateur, qui verrait disparaître les monopoles<sup>21</sup>. Cependant, la réalité fut toute autre. La production n'augmenta que de façon négligeable. Le commerce national des grains ne se développa que fort peu et dans les provinces intérieures, les spéculateurs continuèrent à profiter des fluctuations saisonnières.

---

<sup>19</sup>Celui-ci a écrit pour cela au ministre Squilacce «Papel útil y curioso de reflexiones de don Francisco Gray Winckel escrito al marqués de Esquilache, que motivó una junta que se tuvo el día 28 de agosto de 1761 sobre el comercio de trigo para que éste sea libre en lo interior, pues de ello se siguen muchas utilidades y conveniencias». Par ailleurs, comme le signale Gonzalo Anes, Gray Winckel était lié à la bourgeoisie commerciale (*Op. cit.*, p. 341).

<sup>20</sup>Voir Pierre Vilar «El motín de Esquilache y las crisis del antiguo régimen», *Revista de Occidente*, n°XXVI, p. 211.

<sup>21</sup>José Ubaldo Bernardo Sanz «Madrid y la libertad de comercio de granos» in *Carlos III, Madrid y la Ilustración, contradicciones de un proyecto reformista*, Madrid, Siglo XXI, 1988, p. 104.

A cause des protestations, le Conseil de Castille supprima l'autorisation d'exporter et ordonna une enquête auprès des *corregidores*, afin qu'ils envoient une liste des commerçants en grain recensés et qu'ils donnent leur avis sur leur existence. Sur les 55 rapports, 40 affirmaient que la liberté des prix était nocive et qu'elle était la cause des prix élevés du blé, du seigle et des autres céréales et que les commerçants en grains tant attendus ne s'étaient pas manifestés<sup>22</sup>. Seuls les représentants de zones portuaires comme Barcelone, Málaga ou Valence avaient une opinion favorable. La suppression de la taxe accentua surtout les fluctuations annuelles. Le décret du 16 octobre 1765 modère déjà le libéralisme de juillet en reconnaissant des situations d'exception et en autorisant localement le retour à la taxe. C'était reconnaître en partie l'échec de la mesure<sup>23</sup>.

En effet, si beaucoup de *corregidores* étaient hostiles à la suppression de la taxe, c'est qu'ils se rendaient compte qu'elle ruinait les petits producteurs et qu'elle ne profitait qu'aux percepteurs de rentes, de loyers, de droits seigneuriaux et de dîmes<sup>24</sup>, qui pouvaient profiter de la libéralisation du marché en stockant en prévision de spéculation illimitées les mauvaises années. Par ailleurs, le réseau de communication peu développé continuait de favoriser l'emprise de ces spéculateurs : le coût du transport terrestre était si élevé que les marchés restèrent soumis à l'approvisionnement local.

La suppression de la taxe ne fut qu'une demi-mesure. Pour que le commerce du blé soit véritablement libre, il aurait fallu aussi pouvoir transformer la structure de la propriété et le(s) système(s) de location de la terre qu'elle engendrait, ainsi que la perception des différents impôts comme la dîme et les droits seigneuriaux, c'est-à-dire remettre totalement en question l'organisation socio-économique. L'utopie du libre commerce des grains était bien difficile à réaliser dans un pays où pratiquement les 9/10 du volume *mis en vente* se retrouvaient de fait ou de droit aux mains des grands propriétaires terriens,

---

<sup>22</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 352.

<sup>23</sup> Rafael Olaechea, « Contribución al estudio del 'Motín contra Esquilache' (1766) », <http://www.tiemposmodernos.org/viewissue.php?id=8>, *Tiempos modernos*, n°8, 2003.

<sup>24</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, p. 385, «Informe del vizconde de Valoria, corregidor de Zaragoza, al consejo, el 26 de setiembre de 1769».

qui devenaient ainsi les premiers bénéficiaires d'une mesure visant à libérer les prix. En outre, des institutions et des pratiques d'Ancien Régime, qui ne s'étaient pas modifiées, faussaient complètement les mécanismes de l'offre et de la demande, par le stockage des grains<sup>25</sup>.

La Pragmatique du 11 juillet 1765 avait finalement mis en évidence les contradictions de la politique réformiste du gouvernement de Charles III: arriver à une économie de marché de type libéral par une adaptation des structures d'Ancien Régime. La suppression de la taxe échoua en tant que réforme libérale: on ne pouvait libérer le commerce là où existait une situation de quasi monopole foncier, exercé par les classes privilégiées. La mesure ne fit au contraire qu'accentuer les travers du système existant sans le transformer. Les oppositions autour du texte sont aussi révélatrices des « résistances » à la réforme pour reprendre l'intitulé de la question d'agrégation et nous invite à une lecture historique de cet épisode.

### 3.3. Pour une lecture historique de la suppression de la taxe

D'une part, la résistance populaire, exprimée par la voix des *corregidores*, est compréhensible. Les consommateurs se voyaient privés d'une garantie législative : celle d'un prix du pain acceptable. En échange, c'était la promesse d'un prix de pain plus bas, assuré par les mécanismes du marché. Une promesse qui se révéla parfaitement utopique car le système de production et de commercialisation n'avait pas évolué. D'autre part, comme le fait remarquer Rafael Olaechea, certains membres des états privilégiés commencèrent à regarder d'un mauvais œil l'activité réformiste des ministres et du Conseil de Castille<sup>26</sup>. Si la suppression de la taxe fut un échec, elle n'en indiquait pas moins l'orientation du gouvernement de Charles III. Sans être révolutionnaire, loin s'en faut, celui-ci remettait en cause leur situation au nom de la réforme, ce qui pouvait laisser présager des mesures plus radicales.

Pourtant, la suppression de la taxe était une mesure libérale qui n'était en rien en contradiction avec la structure socio-économique d'Ancien Régime de

---

<sup>25</sup>Gonzalo Anes, *Op. cit.*, pp. 348-349.

<sup>26</sup> Rafael Olaechea, art. cit.

l'Espagne des Lumières. Les premiers bénéficiaires furent les classes possédantes. Leur monopole sur les marchés n'étant pas remis en question —et ne pouvant l'être de toute façon sans changement profond—, toute mesure susceptible d'augmenter les bénéfices tirés du commerce du blé leur profitait directement<sup>27</sup>. Comme le dit Pierre Vilar, « l'évidence » de la nécessité de la libre circulation n'était qu'une « évidence de classe ». On avait aussi oublié l'essentiel: le blé était le produit alimentaire de base, par conséquent, l'oscillation de son prix de marché avait aussi une limite « naturelle » qui était celle de la survie du consommateur<sup>28</sup>, qui préférerait se révolter plutôt que de mourir de faim. Et les émeutes de 1766 doivent beaucoup au prix du blé.

Cet exemple montre que dans la problématique de la question qui nous engage à « analyser le processus qui conduit de l'amorce de modernisation proposée par les Lumières à la dissolution du système seigneurial et aux prémises de la construction d'un État libéral », il ne faut pas confondre « libéral » ou « pré-libéral » avec la dissolution du système seigneurial. Le pré-libéralisme a directement influé sur la mise en place de la mesure analysée, mais cette mesure était parfaitement compatible avec la structure foncière de l'Ancien Régime. Les concepts libéraux de « laisser-faire, laisser passer » et de « prix naturel » étaient compatibles avec le régime seigneurial, qu'ils pouvaient contribuer à optimiser. La mesure prônait le libre échange des produits mais pas des moyens de production. Dès le départ, les mécanismes du marché était faussés par cette situation. Peut être faut-il y voir non pas une spécificité espagnole, mais tout simplement, comme le démontre Pierre Rosanvallon pour la physiocratie, le paradoxe du premier libéralisme économique. Fille de l'Ancien Régime, ne l'oublions pas, cette théorie prétendait évacuer la question politique en faisant primer l'ordre naturel du « laisser-faire, laisser passer »<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup>David Ringrose, *Madrid y la economía española, 1560-1850, Ciudad, Corte y país en el Antiguo Régimen*, versión española de Alonso Crespo Arana y Angel Bahamonde (título original: *Madrid and the Spanish Economy, 1560-1850*), Madrid, Alianza Editorial, 1985, p. 386.

<sup>28</sup>Pierre Vilar « El Motín de Esquilache... », art. cit., p. 203.

<sup>29</sup>Pierre Rosanvallon, *Op. cit.*, p. 54.

L'expérience montra que ces mesures ne pouvaient qu'exacerber les inégalités sociales sans aucune répercussion positive sur la croissance économique. De façon schématique, mais, nous semble-t-il intéressante, on pourra faire un parallèle avec le début du règne de Ferdinand VII. Ce régime absolutiste à prôné, sans aucun résultat positif, le libre commerce international du blé. Le gouvernement du *Trienio*, pourtant qualifié de *liberal*, établira (paradoxalement ?) dès son arrivée des mesures protectionnistes destinées à développer le commerce intérieur du blé<sup>30</sup>.

## Conclusion

Ce qu'il faut retenir de cette analyse, c'est d'abord un schéma économique d'Ancien Régime. Dans une conjoncture favorable —une hausse de la population entraînant une hausse de la demande en produits agricoles de base et en particulier des céréales—, les bénéfices sont réalisés à plusieurs niveaux. Directement d'abord, pour les grands propriétaires qui exploitent leurs terres. Indirectement ensuite à travers plusieurs mécanismes.

En premier lieu, un affermage lucratif dont la pratique s'étend. Les loyers augmentent, absorbant ainsi les bénéfices qu'auraient pu obtenir les fermiers grâce à la hausse des prix agricoles. Ensuite, le paiement en nature des loyers, ainsi que les dîmes et droits seigneuriaux auxquels reste soumise une bonne partie du territoire, permettent aux états privilégiés de commercialiser la majeure partie de la production. Paradoxalement, ils profitent d'un certain archaïsme de la productivité, d'une agriculture qui ne peut réaliser une intensification à grande échelle. De plus, la stagnation des rendements est renforcée par le sous-investissement dont est victime le secteur.

---

<sup>30</sup> Sur ce point et sur les circonstances économiques, voir l'ouvrage de Josep Fontana, *Quiembra y disolución del Antiguo Régimen* (1814-1820) p. 325 : « Esta ofensiva en las cortes dio como resultado una política proteccionista lógica y coherente por parte del gobierno constitucional, cuya primera y más importante medida fue la promulgación de la ley de 5 de agosto de 1820 que prohibía totalmente la importación de cereales y de harinas extranjeros, “mientras la fanega de trigo, cuyo precio se toma por regulador del de los demás granos, no exceda de ochenta reales de vellón y el quintal de harina de ciento y veinte”. [...] Sería ésta una de las orientaciones del liberalismo que el absolutismo aceptaría y asimilaría, después de la segunda Restauración de 1823 ».

Dans ce contexte, les mesures prises par les représentants de l'État doivent être considérées comme des solutions pour améliorer le fonctionnement économique et social de cette société d'Ancien Régime, sans la changer fondamentalement mais en atténuant ses contradictions. La suppression de la taxe, pensait-on, pourrait réduire les problèmes céréaliers en permettant une hausse notable de la production. Or, le schéma d'exploitation bloquait tout changement: la hausse des prix ou de la production ne pouvait que bénéficier aux états privilégiés. Ceux-ci continuèrent à détenir le monopole de la commercialisation des grains et augmentèrent même leurs bénéfices, au détriment des consommateurs et des producteurs.

Cependant, les oppositions que rencontra la mesure laissent aussi augurer de la difficulté des changements à réaliser. De ce point de vue le *motín de Esquilache* est sans doute caractéristique de l'alliance entre les classes populaires —qui restent attachées à la législation protectrice de l'Ancien Régime— et les éléments conservateurs des classes privilégiées, qui s'inquiètent de toute velléité de réforme, même limitée. Sans faire de transposition outrancière, cette alliance, socialement contre-nature, préfigure une partie des événements politiques et sociaux ultérieurs et permet de comprendre les résistances que rencontrera le libéralisme, en particulier sur le terrain économique<sup>31</sup>.

---

<sup>31</sup>Les cas sont nombreux. Par exemple le décret des *Cortes* du 8 juin 1813 est à l'origine de très nombreux conflits entre les propriétaires et les anciens bénéficiaires de l'*espigueo* —souvent d'origine modeste. Cette mesure libérale dans ses applications immédiates est donc socialement impopulaire car elle supprime les droits collectifs de l'Ancien Régime sans aucune compensation. Voir à ce propos Miguel Artola, *La burguesía revolucionaria (1808-1874)*, Madrid, Alianza, 1987.